

La roche sur yon, le 13 novembre 2002

**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE**

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE LA ROCHE SUR YON

Z.I. Nord - 135 rue Philippe Lebon
85000 LA ROCHE SUR YON
Téléphone : (33) 02 51 47 76 00
Télécopie : (33) 02 51 47 76 10
Internet : <http://www.pays-de-la-loire.drire.gouv.fr/>

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Conseil Départemental d'Hygiène

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société TOP OUEST « Le Bois des Blettes » à St Cyr des Gâts.

Vos réf : Transmission du 5 juin 2002 de Mr le Préfet de la Vendée - Dossier n° 2002/0391.

Nos réf : R. 85.02.126 - DM/NB
h:\environnement\instruction\cdh\TOP OUEST St Cyr des Gâts - rapport

Par envoi visé en référence, Monsieur le préfet a fait parvenir à l'inspection des installations classées, le dossier transmis par la Société JJ BARBAUD – TOP OUEST pour la cessation d'activités du centre de stockage de déchets du « Bois des Blettes » à Saint Cyr des Gâts pour les casiers de déchets ménagers et assimilés OM/DIB 1 à 4 et les casiers de déchets industriels spéciaux bruts DIS 1 à 3.

I. - LE DEMANDEUR

Raison sociale : SA JJ BARBAUD – TOP OUEST devenue SA TOP OUEST au 3^{ème} trimestre 2002

Siège social : route de Thouars - BP 235 - 79308 BRESSUIRE

Installation : Centre d'Enfouissement Technique sis au lieu-dit « Le Bois des Blettes »
commune de Saint Cyr des Gâts

SIRET : 627 120 363 000 15 - APE 900 B

Responsable dossier : E. DROUART

II - AUTORISATION D'EXPLOITER

La SA TOP OUEST a cessé en décembre 2001 toute activité de stockage de déchets ménagers et assimilés dans le Centre d'Enfouissement Technique qu'elle exploitait au lieu-dit « Le Bois des Blettes » sur la commune de Saint Cyr des Gâts.

Cette activité relevait du régime de l'autorisation pour les rubriques 322.B.2 et 167.B de la nomenclature des installations classées et a été autorisée par arrêté préfectoral du 7 octobre 1988 complété par arrêtés de prescriptions complémentaires des 14 janvier 1994, 27 décembre 1996 et 17 novembre 1999. Ces actes fixaient la date du 17 novembre 2002 comme fin d'exploitation prévisible de l'activité de stockage OM/DIB.

La capacité moyenne de traitement autorisée pour les trois dernières années s'élevait à 65 000 tonnes par an.

La Sté TOP OUEST poursuit sur le site du « Bois des Blettes » la réception de déchets industriels spéciaux dans les conditions définies par les actes administratifs ci-dessus.

3°. - Dossier de cessation d'activités

Le dossier de cessation d'activités a été déposé par l'exploitant le 31 mai 2002. Il comportait l'ensemble des pièces exigibles suivant l'article 34-1-III du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

4°. - Situation du site après remplissage

a). Zones exploitées

Dans l'emprise du site autorisé, on peut distinguer six zones.

➤ Zone n° 1

Elle englobe toutes les infrastructures de la zone technique présentes à l'entrée du site (bureaux, laboratoire et usine SOLITOP assurant l'inertage des déchets industriels spéciaux, plate-forme logistique des camions de collecte des DIB/OM). La voirie et les plates-formes associées aux installations sont bitumées. Une partie de la surface correspond à l'emprise de l'ancien casier DIS 1.

➤ Zone n° 2

Elle se situe au Sud de la précédente et correspond au casier DIS 2. Cette zone est ceinturée par la voirie interne. La surface est enherbée et régulièrement fauchée. Une rangée de peupliers est présente sur le côté Est.

➤ Zone n° 3

Elle correspond au casier DIS 3. Sur le côté Sud-Est de la zone, un parking (surface bitumée) a été aménagé. Cette zone comprend également la piste empierrée donnant accès au casier DIS 4 actuellement en exploitation.

➤ Zone n° 4

Elle englobe tous les casiers DIB/OM et se subdivise en trois unités délimitées par :

- la voirie interne desservant notamment la station de traitement des lixiviats (lagunes et silos de charbon actif)
- l'état de surface
- les conditions d'endiguement

- L'unité n° 1 regroupe les casiers DIB/OM 1 et 2 ainsi que le casier DIB/OM 4.6.
- L'unité n° 2 se superpose au casier DIB/OM 3.
- L'unité n° 3 englobe les alvéoles DIB/OM 4.1 à 4.5

Les quatre zones ainsi définies sont concernées par la cessation de l'activité de stockage de déchets. Toutefois, sur la zone technique présente à l'entrée du site (bureaux, laboratoire, usine SOLITOP et plates-formes associées)

correspondant à la zone n° 1, l'activité se poursuivra selon les termes de l'arrêté préfectoral de 1996. Par ailleurs, le parking aménagé sur le casier DIS 3 et la voie de desserte du casier DIS 4 conserveront leurs usages actuels.

➤ **Zone n° 5**

Cette zone correspond à l'emprise de la station de lagunage et du bassin tampon implanté dans la partie Sud du CET.

➤ **Zone n° 6**

Elle englobe le casier DIS 4 (alvéoles 4.1 et 4.2) actuellement en cours d'exploitation et la dépression résiduelle de l'ancienne argilière présente au Nord-Est réservée pour la poursuite de l'activité de stockage des déchets ultimes stabilisés.

b). Tonnages enfouis

La synthèse des tonnages enfouis sur le site depuis 1989 à fin 2001 dans les casiers DIB/OM 1 à 4 et DIS 1 à 3 fait état de :

- 315 788 tonnes de DIB
- 239 745 tonnes de déchets ménagers
- 116 145 tonnes de DIS

c). Couverture finale

➤ **Zone 1 – casier DIS 1**

Les premiers dépôts de Déchets Industriels Spéciaux constitués essentiellement par des boues de tanneries et des cendres résultant de l'incinération des ordures ménagères datent du début du mois de mai 1989 dans le casier DIS n° 1. Ce casier a été exploité jusqu'en 1991.

Une couche d'argile de un mètre a été régalée sur les déchets. Un géotextile anti-poinçonnement a été étendu au-dessus de la couverture argileuse et un remblai rocheux a ensuite été mis en place. Ce système a permis la réalisation d'un parking pour les bennes de collecte. Une couverture bitumée bicouche a été faite en octobre 1991. Elle constitue la couverture finale du casier. La pente orientée Nord-Est/Sud-Ouest est régulière et s'élève à 3,4 %.

➤ **Zone 2 – casier DIS 2**

Les premiers dépôts datent de 1991 et la fin du comblement est intervenue en septembre 1993. Une couverture argileuse de 1 m a été étendue. Le sol support ayant permis le reverdissement est constitué par des boues de station de potabilisation des eaux. Des peupliers ont été plantés en limite Est de ce casier. La pente générale orientée du Nord vers le Sud est comprise entre 3 et 3,5 %.

➤ **Zone 3 – casier DIS 3**

Le casier DIS 3 a reçu ses premiers dépôts en octobre 1993 et son comblement était achevé au second trimestre 1998.

Un remblai d'argile a été mis en place au toit des DIS pour établir un dôme à 5 %. Ce remblai a été complété par l'apport de 30 cm de matériau à 10^{-9} m/s, un géocomposite bentonitique (bentomat), une géomembrane PEHD et un géotextile anti-poinçonnement. 20 cm de graviers ont été rajoutés à cette structure ainsi qu'un deuxième géotextile avant la mise en place d'une couche finale de 30 cm de terre végétale.

La création d'un parking sur ce casier a débuté en 1998 avec une structure comprenant 20 cm d'argile, un empierrement type "chaussée poids lourds", une géomembrane PEHD protégée par deux géotextiles. Ce complexe d'étanchéité a été recouvert par un deuxième empierrement et enfin un bitume bi-couche.

Une piste d'accès au casier DIS n° 4 a été créée en 1998 avec la mise en place de 30 cm de matériaux argileux ($K = 10^{-9}$ m/s), un géocomposite bentonitique (bentomat), une géomembrane PEHD protégée par un géotextile anti-poinçonnement et un empierrement final.

► **Zone 4 – Exploitation du casier DIB/OM n° 1**

Une couverture finale de un mètre constituée d'un mélange de boues issues de traitement de potabilisation des eaux et d'altérites argileuses provenant des terrassements effectués sur le site a été régalée sur le casier en 1993 avec enherbement. Les pentes orientées grossièrement Nord-Sud, sont comprises entre 3 et 3,5 %.

► **Zone 4 – Exploitation du casier DIB/OM n° 2**

Ce casier a été exploité de 1993 à 1995. En 1995, une couverture de 80 cm d'argile et 20 cm de terre végétale a été mise en place avec enherbement.

► **Zone 4 – Exploitation du casier DIB/OM n° 3**

Ce casier a été exploité de 1995 à 1997. En 1997, une couverture intermédiaire de 30 cm d'argile a été mise en place pour limiter les infiltrations d'eaux pluviales. En juillet 1998, la couverture finale a été reprise avec une recharge de 70 cm d'argile et de 30 cm de terre végétale avec enherbement.

► **Zone 4 – Exploitation du casier DIB/OM n° 4 (alvéoles 4-1 à 4-5)**

L'exploitation est intervenue de 1997 à 2001. Après mise en place d'une couche intermédiaire d'argiles de 30 cm, une couverture finale a été effectuée avec 80 cm d'argiles et 30 cm de terres végétales. Les pentes sont comprises entre 3 et 3,5 %.

► **Zone 4 – Exploitation du casier DIB/OM n° 4 (alvéole 4-6)**

L'exploitation est intervenue de juillet à décembre 2001. Une couverture de matériaux argileux de 1 m a été mise en place dès décembre 2001. La pente est de l'ordre de 3,4 %.

d). Stabilité des digues

L'endiguement présent sur chaque zone a fait l'objet d'une analyse :

- zone 3 casier DIS 3 – endiguement présent du Nord-Ouest au Nord-Est sur un linéaire de 150 m au total
- zone 4 (casiers DIB/OM 1 et 2) – endiguement présent uniquement au Sud et en bordure de la station de lagunage
- zone 4 (casier DIB/OM 3) – endiguement concerne un linéaire de 200 m sur le côté ouest
- zone 4 (casier DIB/OM 4 alvéoles 4-1 à 4-5) – digue bordant au Nord-Ouest les alvéoles 4-1 et 4-2 et au droit des alvéoles 4-3, 4-4 et 4-5 en limite ouest
- zone 4 (casier DIB/OM 4 alvéole 4-6) – endiguement présent en limites Sud et Est.

Aucune instabilité des digues n'a été recensée. Des mesures de densité et de compacité ont été effectuées et se sont révélées satisfaisantes.

e). Maîtrise des eaux de ruissellement

Le site n'est pas sous l'influence des eaux de ruissellement provenant des terrains limitrophes.

Le réseau de fossés internes est relativement dense et concerne les différentes zones. Ceci étant, certains tronçons restent à créer et/ou à aménager pour améliorer le drainage et éviter les phénomènes d'érosion en tête de digue.

Le caniveau en béton, implanté sur la limite Est représente l'exutoire des fossés assurant la collecte des eaux de ruissellement captées sur la partie Est du site, autres que celles canalisées vers la lagune n° 1 et utilisées par l'usine SOLITOP. Dans l'axe du CET, une canalisation passant sous les casiers permet l'évacuation des eaux pluviales captées dans l'excavation présente au Nord du site (futurs alvéoles du casier DIS 4).

L'essentiel des eaux de ruissellement captées par le réseau de fossés transitent par le bassin tampon implanté au Sud du CET. Des vannages permettent de réguler le débit des rejets.

Sur le côté Ouest, le bassin de décantation de l'argilière constitue l'exutoire.

f). Drainage et collecte des lixiviats

Le dispositif de drainage des lixiviats a été renforcé au fil des casiers.

- Pour tous les casiers DIB/OM, le fond du casier a été façonné pour présenter un point bas.
- Le casier DIB/OM n° 1 a été doté de trois puisards en buses-ciment perforées.
- Les casiers n° 2 et 3 ont été équipés d'un réseau de drains disposés en peigne et reliés à un collecteur central.
- Le casier n° 4 a reçu :
 - un réseau de drains en PEHD permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal
 - une couche drainante de gravillons roulés de perméabilité supérieure à 10^{-4} m/s,
 - un géotextile de 300 g/m² évitant le colmatage de la couche drainante et des drains.

g). Traitement des lixiviats

La station de lagunage comprend cinq bassins étanches totalisant une capacité de stockage de 5 450 m³ :

- la lagune 1 de 750 m³ est maintenant réservée aux lixiviats du casier DIS 4 en exploitation ainsi que les eaux issues de l'unité SOLITOP. Les effluents collectés sont utilisés comme eau de procédé par cette unité ;
- la lagune 2 de 350 m³ reçoit les lixiviats produits par les casiers réaménagés de stockages des déchets spéciaux ; les lixiviats sont recyclés vers l'unité SOLITOP ou évacués en centre extérieur de traitement ;
- la lagune 3 de 2 200 m³ reçoit gravitairement les lixiviats issus des casiers DIB/OM 1-2-3 et par pompage ceux du casier DIB/OM 4 ;
- la lagune 4 de 850 m³ reçoit par surverse les lixiviats de la lagune 3 ;
- la lagune 5 de 1 300 m³ reçoit par surverse les lixiviats de la lagune 4.

En outre, les lixiviats sont actuellement traités par filtration sur charbon actif avant d'être rejetés au milieu naturel dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 14 janvier 1994. En 2001, les contrôles pratiqués ont révélé le respect des normes imposées avec un rejet de 1 849 m³ en périodes pluvieuses.

Le volume annuel de lixiviats à gérer en post-exploitation s'établit à :

- 2 500 m³ environ dans l'hypothèse d'une pluviométrie moyenne
- 5 930 m³ environ dans l'hypothèse d'une année pluvieuse.

h). Drainage et destruction du bio-gaz

Le réseau de drainage des casiers DIB/OM 1 à 3 est opérationnel depuis 1998. Il comporte 14 points de captage.

Chaque point de captage est constitué par un puits de dégazage relié à un collecteur secondaire en PEHD de diamètre 160 mm. Ces points de captage sont reliés au collecteur principal en PEHD de diamètre 200 mm.

Ce collecteur principal est raccordé à une torchère de 500 Nm³/h implantée à proximité de la zone 1.

Le réseau de drainage du bio-gaz des casiers DIB/OM 4 comporte 12 puits de captage également raccordés à la torchère.

Les contrôles effectués en 2002 montrent un dispositif efficace de drainage et destruction du bio-gaz.

i). Qualité des eaux souterraines

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est assurée par cinq piézomètres implantés sur le pourtour du site autorisé.

Le suivi semestriel pratiqué depuis la mise en exploitation du CET révèle une qualité physico-chimique et bactériologique des eaux souterraines satisfaisante.

5°. - Travaux complémentaires proposés pour achever le réaménagement

Les travaux suivants sont nécessaires pour achever les travaux de réaménagement.

Drainage de la couverture

Il est nécessaire de réaliser un drainage de la couverture sur les casiers DIB/OM 4-3, 4-4, 4-5 et 4-6 par des drains agricoles posés dans des tranchées drainantes. Ces drains seront raccordés à des collecteurs non perforés qui auront pour exutoire les fossés étanches aménagés en tête de digue et évacuant les eaux vers le bassin tampon extérieur aux casiers.

Ces travaux seront finalisés pour le 31 décembre 2002.

Extension du réseau de fossés existants

Il est nécessaire de procéder aux travaux suivants :

- casier DIB/OM 2 : prolongation du fossé existant en bordure de la piste interne,
- casier DIB/OM 3 : deux nouveaux fossés sont à aménager (un au droit de l'alvéole DIS 4-1 et l'autre en tête de digue sur la limite ouest du casier),
- casier DIB/OM 4-3, 4-4 et 4-5 : fossés à créer en limites Ouest, Sud et Est,
- casier DIB/OM 4-6 : étanchéification du fossé creusé en tête de digue.

Ces travaux seront finalisés pour le 31 décembre 2002.

Reverdissement intégration paysagère

Les travaux ci-après sont à réaliser pour intégrer le site dans son environnement :

- régälage de la terre végétale sur l'ensemble du casier 4 avec enherbement de la surface,
- végétalisation de la partie Sud du casier DIB/OM 4 avec un semis d'ajoncs et de genêts,
- plantation de deux nouvelles haies (l'une de 400 m en limite ouest du site et l'autre de 75 m en limite Nord Ouest du casier DIS 2) et renforcement de la haie existante entre les casiers DIB/OM 1 et 2.

Ces travaux seront terminés pour le 31 mars 2003.

6°). Usage ultérieur du site et suivi post-exploitation

Zone 1, dans l'emprise concernée par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1996, les activités de l'usine SOLITOP se poursuivront. TOP OUEST conservera sur cette zone une base logistique pour ses camions de collecte. Aucun aménagement nouveau n'est nécessaire.

Zone 3, le parking et la voirie interne desservant le casier DIS 4 seront utilisés par SOLITOP dans les mêmes conditions qu'actuellement. La surface enherbée sur cette zone restera exclue de toute nouvelle activité et/ou aménagement.

Zone 2 et 4, il n'est pas envisagé d'implanter sur ces zones, une autre activité liée ou non à la "filiale déchets" ni de créer des aménagements.

Zone 5, cette zone qui regroupe les cinq lagunes de la station de traitement des lixiviats et le bassin tampon conservera sa vocation actuelle.

Zone 6, cette zone qui n'est pas concernée par le présent dossier de cessation d'activité conservera sa vocation actuelle (enfouissement de déchets ultimes stabilisés provenant de l'usine SOLITOP).

L'ensemble du site restera par ailleurs clôturé avec portail d'entrée fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le suivi post-exploitation proposé par l'exploitant comprend :

a) - L'entretien régulier du site avec :

- nettoyage des fossés,
- maintenance des descentes d'eau pour éviter tout risque d'affouillement par des infiltrations sous les écaillés en béton,
- fauche régulière des surfaces enherbées afin de maintenir une strate herbacée dense, générant une évapotranspiration maximale sur une longue période,
- entretien des plantations (taille, arrosage),
- entretien de la clôture grillagée,
- entretien de la station de lagunage et des bassins tampons.

b) - Le contrôle des eaux souterraines

Un suivi analytique semestriel sera pratiqué dans les cinq piézomètres présents en périphérie du CET.

c) - Le contrôle du réseau de captage et de brûlage du bio-gaz

- un contrôle mensuel sera pratiqué sur l'ensemble du réseau et des têtes de puits
- un suivi analytique du bio-gaz brut capté sera réalisé périodiquement par l'exploitant

- un suivi des rejets atmosphériques et du bio-gaz brut sera réalisé deux fois par an par un organisme extérieur.

d) – Contrôle du réseau de drainage des lixiviats

Ce contrôle sera réalisé mensuellement par l'exploitant. Il portera sur les collecteurs, regards et poste de relevage.

e) – Le traitement des lixiviats et leur contrôle

Les traitements biologique et physico-chimique actuellement mis en œuvre seront maintenus, adaptés et optimisés pour garantir le respect des normes de rejet fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.

En période de rejet, le contrôle sera réalisé mensuellement en sortie de la lagune 5 (ou en sortie des silos de charbon actif si cet équipement devait être utilisé ponctuellement). Ce contrôle portera sur les paramètres suivants : pH, DCO, MES, conductivité, hydrocarbures totaux. Une fois par an, une analyse sera pratiquée sur l'ensemble des paramètres constituant les normes de rejet.

f) – Gestion des effluents

Les effluents traités (respectant la norme de rejet) seront évacués vers le milieu naturel par pompage et les volumes seront comptabilisés. Les rejets seront réalisés en périodes pluvieuses. Le débit de rejet sera de 10 m³/h maximum. En cas notamment de traitement sur silo de charbon actif, ce débit pourra être inférieur car fonction du temps de contact imposé par la qualité du lixiviat.

g) – Contrôle des eaux de ruissellement collectées dans le bassin tampon.

La fréquence des contrôles sera semestrielle et portera sur les paramètres suivants : pH, conductivité, MES, DCO, hydrocarbures totaux.

h) – Suivi géotechnique

Une inspection approfondie sera réalisée au moins une fois par an. Elle comportera des observations d'ordre géotechnique et un contrôle des repères topographiques afin de maintenir des pentes garantissant une bonne évacuation des eaux de ruissellement vers le réseau de fossés qui sera lui-même entretenu.

En cas de modifications morphologiques, les travaux de remodelage ou de confortement des ouvrages seront entrepris dans les meilleurs délais, en fonction des conditions climatiques.

i) – Rapport annuel

Un rapport de synthèse, établi annuellement, donnera l'état du site, les résultats de tous les contrôles et analyses et des opérations d'entretien réalisées.

Ce rapport sera transmis à l'inspecteur des installations classées, au maire de la commune de Saint Cyr des Gâts et à Monsieur le préfet de la Vendée.

7°. - Garanties financières

Le CET du « Bois des Blettes » à Saint Cyr des Gâts est assujéti à l'existence de garanties financières depuis le 14 juin 1999 en raison de sa poursuite d'exploitation au-delà de cette date.

L'arrêté préfectoral n° 99-DRCLE/4-664 du 17 novembre 1999 a fixé le montant des garanties pour le stockage de DIB et le stockage de DIS et pour une période de validité allant jusqu'à fin 2002.

Il est nécessaire de redéfinir pour les prochaines années, de nouveaux montants pour :

- la poursuite de l'activité de stockage de DIS,

- la phase de surveillance post-exploitation de la partie abandonnée.

Pour la phase de surveillance post-exploitation et en raison du réaménagement final réalisé, le montant de la garantie est établi en tenant compte du coût de la surveillance et d'une éventuelle intervention en cas d'accident ou de pollution.

Le calcul de ce montant a été réalisé par la Société TOP OUEST conformément à la circulaire du 28 mai 1996 complétée par la circulaire du 28 avril 1999 en suivant les principes d'évaluation proposés par l'ADEME.

Les garanties post-exploitation s'établissent ainsi pour la première période de post-exploitation de 5 ans (2003 – 2007) de 615852 € H.T.

Pour la poursuite de l'activité de stockage de DIS, pour la même période, le montant des garanties s'établit à 438680 € H.T. dont :

- réaménagement des alvéoles DIS 4 : 243160 €
- surveillance sur 30 ans : 184090 €
- accident éventuel : 11430 €

8°. - Instruction administrative

Conformément à l'article 34.1 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977, l'avis de Monsieur le Maire de Saint Cyr des Gâts a été sollicité pour ce dossier de cessation d'activités en septembre 2002. L'avis de ce dernier n'a pas été fourni dans le délai requis d'un mois.

9°. - Avis de l'inspection des installations classées

Le dossier de cessation d'activités déposé par la Société TOP OUEST comporte un diagnostic satisfaisant de la situation du centre après remplissage. Il n'y a pas eu d'instabilité de digues ceinturant le site de constatée. Les couvertures mises en place correspondent aux préconisations de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié. Les pentes sont satisfaisantes. Les travaux d'amélioration de collecte des eaux de ruissellement en partie supérieure du site, de drainage de la couverture, de mise en place de la terre végétale sur le casier DIB/OM/4 sont en cours et seront finalisés pour le 30 juin 2003.

Les travaux de végétalisation et de plantations de haies seront terminés également pour le 30 juin 2003. Ces modalités permettent une bonne intégration du site dans son environnement et ne nécessitent pas de moyens de protection complémentaires.

Le traitement des lixiviats s'écoulant gravitairement des casiers réaménagés ou pompés (cas du casier DIB/OM 4) peut se poursuivre par le dispositif de traitement par voie biologique dans les trois lagunes (L3 – L5) et par voie physico chimique en utilisant une unité mobile de filtration sur charbon actif.

Les rejets au milieu naturel (fossé d'écoulement rejoignant le ruisseau du ''Cep'') est actuellement limité aux périodes pluvieuses pour un maximum de 30 jours par an et un débit instantané ne devant pas dépasser 10 m³/h suivant l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 14 janvier 1994.

L'exploitant a signalé que la limitation à 30 jours des rejets posait des problèmes d'exploitation de la filière d'épuration. Les fortes précipitations de 1999 et 2000 ont conduit à stocker temporairement des lixiviats sur site en dehors des lagunes.

Après examen de la nouvelle quantité d'effluents à traiter annuellement en fortes périodes pluvieuses définies par le bilan hydrique et pour une meilleure gestion de la filière d'épuration, la période de rejet peut être portée à 60 jours par an sans impact significatif sur le milieu extérieur.

Les rejets au milieu naturel doivent être comptabilisés. Les normes de rejets sont à adapter aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.

Le contrôle de la qualité des rejets doit être mensuel sur les paramètres pH, DCO, MES et semestriel sur l'ensemble des normes de rejets fixés.

La mise en place des garanties financières est prévue par l'exploitant dans les conditions réglementaires requises.

La Société TOP OUEST a déposé un dossier de cessation d'activité accompagné de la présentation du dispositif de suivi post-exploitation.

La fin des travaux sur le site du « Bois des Blettes » ne peut cependant pas être définitivement acté. Ce site est assujéti à un suivi post-exploitation trentenaire avec tous les 5 ans adaptation du programme de suivi sur proposition de l'exploitant.

A l'issue de la première période de 5 ans, la situation sera en conséquence réexaminée au vu d'un mémoire sur l'état du site et des résultats obtenus.

Dans ces conditions, nous proposons d'imposer par voie d'arrêté de prescriptions complémentaires, le suivi post-exploitation tel que proposé par l'exploitant avec fixation des paramètres et des fréquences pour les contrôles à assurer.

10°. - Conclusion

En conclusion, nous joignons au présent rapport, un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans ce sens à soumettre à l'avis du conseil départemental d'hygiène lors d'une prochaine séance.